

## **COMMUNIQUE DE PRESSE**

### **L'Alliance "IGIHANGO" demande des garanties à la Communauté internationale pour la réalisation de l'Accord de Pretoria**

Dans son Communiqué du 27 juillet dernier, l'Alliance IGIHANGO se félicitait de l'accord intervenu entre les gouvernements de la République Démocratique du Congo(RDC) et du Rwanda à propos de la guerre qui déchire la RDC. Toutefois, IGIHANGO avait tenu à inviter les Présidents du Rwanda et de la RDC à examiner soigneusement les contours de cet accord dans le but d'en favoriser la mise en application.

Tout en réitérant son soutien à cet accord et en se félicitant des efforts qui l'ont facilité, IGIHANGO reste persuadé que l'Accord de Pretoria restera lettre morte aussi longtemps que son exécution ne prendra pas en compte d'importantes mesures d'accompagnement. Parmi ces mesures, l'ouverture rapide d'un Dialogue politique inter-rwandais hautement inclusif est incontournable. Ce dialogue constitue, aux yeux d'IGIHANGO, le seul cadre susceptible de convaincre l'opposition politique aujourd'hui ignorée ou réprimée par Kigali, les combattants et les réfugiés visés par l'accord, à coopérer pour le succès des opérations de regroupement, de désarmement et de rapatriement devant en permettre la matérialisation.

En effet, IGIHANGO est convaincu que la présence militaire rwandaise en RDC a jusqu'ici servi notamment à couvrir les contradictions internes qui rongent le régime autocratique du Général Kagame. Au moyen du pillage systématique des ressources congolaises exploitées au profit de la clique de Kigali, cette présence militaire permet au Général Président de financer le maintien et le renforcement de son pouvoir dictatorial. Tout cela se fait au grand préjudice des intérêts des peuples martyrs de la RDC et du Rwanda.

L'Alliance IGIHANGO se félicite des initiatives internationales enfin destinées à ramener la paix et la stabilité dans cette Afrique des Grands Lacs et des grands massacres. L'Alliance loue en particulier les efforts engagés par le Président Sud-Africain et le Secrétaire Général des Nations Unies en vue de réconcilier la RDC et le Rwanda.

Tout en se félicitant de toutes ces initiatives, l'Alliance IGIHANGO s'interroge cependant sur leurs chances réelles de succès. IGIHANGO se range en effet du côté de ceux qui doutent de la sincérité du régime de Kigali. Ces initiatives risquent, à tout moment, d'être récupérées et manipulées par le régime Kagame dont la politique machiavélique n'a cessé d'exacerber les haines et les frustrations au sein de la société rwandaise. Traumatisé par la guerre, le génocide et d'autres crimes contre l'humanité qui en ont déchiré le tissu social, le Rwanda se trouve aujourd'hui pris en otage par un régime incompetent et volontiers militariste.

IGIHANGO croit à l'urgence d'optimiser les chances de la mise en application de l'ambitieux Plan de paix de Pretoria pour réduire les risques de décevoir de nouveau les peuples de la RDC et du Rwanda. Ceux-ci sont fatigués par des guerres insensées et interminables. IGIHANGO invite la Communauté internationale à rester vigilante pour surveiller de près les tergiversations et les attermoissements du régime Kagame aujourd'hui aux abois. Il lance un appel pressant à cette Communauté internationale afin qu'elle s'assure de la réalisation des préalables à la concrétisation dudit accord. Cet appel s'adresse notamment à l'Union Africaine, à l'Union Européenne et au Conseil de Sécurité des Nations Unies. Il s'adresse particulièrement à la République Sud-Africaine, au Royaume de Belgique, à la

France, aux Etats-Unis d'Amérique et à la Grande Bretagne dont le rôle sera déterminant dans la délicate pacification des Grands Lacs.

En guise de contribution, l'Alliance IGIHANGO attire l'attention des différents acteurs de l'Accord de Pretoria sur ce qui suit :

1. IGIHANGO réaffirme sa disponibilité totale à entrer en contact immédiat avec les acteurs concernés en vue d'un échange d'informations sur l'Accord de Pretoria. IGIHANGO estime en particulier que ces contacts sont urgents notamment dans le cas d'un éventuel réexamen du sort des combattants cantonnés à Kamina(Point 8.4 du Protocole d'accord de Pretoria). Le statut de ces derniers reste jusqu'à présent régi par les arrangements négociés entre le Gouvernement de la RDC, la Mission des Nations Unies pour le Congo (MONUC) et les Forces Démocratiques de Libération du Rwanda(FDLR). L'Alliance IGIHANGO rappelle que ces combattants, tout comme d'autres qui appartiennent à ses organisations membres, relèvent de son autorité. IGIHANGO est convaincu qu'au moment où des contingents de Rwandais, toutes ethnies et catégories sociales confondues, prennent le chemin de l'exil, le succès du rapatriement prévu dans l'accord de Pretoria n'est pas garanti. IGIHANGO estime qu'en attendant la mise en place effective des conditions favorables au retour dans leur pays, les réfugiés rwandais ont le droit d'être protégés par les Nations Unies.

2.. IGIHANGO tient à préciser que les récentes réticences exprimées par les FDLR au sujet de l'accord de Pretoria étaient essentiellement liées au sort des combattants issus de ses rangs. Ce sort ne saurait être négocié et réglé en dehors des discussions auxquelles nous entendons être effectivement associés. Pour ce faire, IGIHANGO lance un appel urgent aux gouvernements du Rwanda et de la RDC ainsi qu'aux parrains dudit accord, afin qu'ils tiennent compte de cet impératif.

3.. L'Alliance IGIHANGO réitère son exigence à l'endroit du régime de Kigali de renoncer immédiatement aux pratiques répressives contre l'opposition politique et la société civile. Elle réclame de nouveau la libération immédiate et sans condition des détenus d'opinion parmi lesquels se trouvent des opposants politiques et des journalistes. Elle renouvelle son intime conviction que seul un Dialogue inter-rwandais hautement inclusif pourra faire sortir le Rwanda de l'impasse, en jetant des bases solides en faveur d'une réconciliation et d'une démocratisation effectives et durables. Toute autre tentative destinée à distraire l'opinion publique telle que l'annonce d'élections pour 2003 est inacceptable. La crise qui ronge le Rwanda depuis des années exige un débat national sans complaisance.

4.. IGIHANGO réitère son rejet catégorique de toute globalisation simpliste et intéressée au sujet de groupes armés visés par l'accord de Pretoria. IGIHANGO voudrait placer la Communauté internationale face à ses responsabilités : Il n'y a pas moyen de souscrire aux pratiques de globalisation et de diabolisation chères au régime Kagame sans compromettre gravement les chances de la réconciliation entre les Hutu et les Tutsi. Toute politique faisant aujourd'hui cadeau au Général Kagame d'un soutien aveugle, hypothèque lourdement l'avenir du Rwanda et, du coup, réduit considérablement les chances d'une paix globale dans la région des Grands Lacs.

5.. IGIHANGO a affirmé à maintes reprises que le Général Kagame n'est pas crédible pour désigner et juger les coupables d'un génocide dont il avait fait un crédit intarissable et dans lequel il n'est pas du côté des innocents. IGIHANGO invite la Communauté internationale à prendre des mesures énergiques en vue de mettre fin au sabotage et aux tentatives de blocage dont le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) fait l'objet de la part du régime de

Kigali. IGIHANGO réaffirme sa ferme détermination et son engagement indéfectible à coopérer avec le TPIR en vue d'une Justice effectivement impartiale.

6.. L'Alliance IGIHANGO est consciente des aspirations irrésistibles des peuples de la région des Grands Lacs à la paix, à la stabilité et à la prospérité. Elle se tient prête à donner sa contribution dans la mesure où elle serait sollicitée.

Fait à Bruxelles, le 07 août 2002

Pour IGIHANGO

Déogratias Mushayidi

Porte-parole & Commissaire à l'Information

Sé